



La France doit soutenir la convention FIJ contre l'impunité des assassins de journalistes

Le monde des médias est en deuil. Ce 31 octobre, deux journalistes sont morts parce qu'ils exerçaient leur mission d'informer.

Orlando Dinoy, reporter pour le site en ligne Newsline Philippines et présentateur sur Energy FM, a été tué de six balles par un homme armé qui a fait irruption dans son appartement à Bansalan, sur l'île de Mindanao aux Philippines. Le même jour, le journaliste Alfredo Cardoso Echeverria a succombé à ses blessures. Fondateur du site d'information Las Dos Costas, il avait été enlevé puis retrouvé blessé par balles à bord de son véhicule à Acapulco, dans le sud du Mexique.

Depuis le début de l'année, 37 journalistes ont été tué.e.s dans le monde dans l'exercice de leur mission.

Le Mexique ou les Philippines comptent parmi les pays les plus dangereux pour les journalistes et les professionnels des médias, tout comme la Somalie, la Syrie, l'Irak, le Soudan du Sud, l'Afghanistan, ou encore le Brésil qui détiennent le record de meurtres non élucidés de journalistes. La Turquie, elle, reste la plus grande prison de journalistes au monde avec quelque soixante détenus.

Les journalistes français ont eux aussi payé un lourd tribut puisque plus de vingt confrères et confrères ont été assassinés dans l'exercice de leur fonction depuis le début du siècle, dont huit dans l'attentat terroriste contre la rédaction de *Charlie-Hebdo*.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes n'oublient pas leur confrère Olivier Dubois, seul otage français dans le monde. Ce journaliste de 46 ans a été enlevé le 8 avril au Mali par le groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (Alliance djihadiste au Sahel). Depuis, malgré les nombreuses mobilisations, aucune nouvelle de lui de la part des autorités françaises.

Le prix Nobel de la paix 2021 a été attribué à deux journalistes, la Philippine Maria Ressa et le Russe Dmitri Mouratov, pour « leur combat courageux pour la liberté d'expression » : le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes rappellent que le combat pour la liberté de la presse dans le monde ne doit jamais cesser. Les Etats doivent protéger les journalistes car il n'y a pas de démocratie sans presse libre.

A l'occasion de la Journée internationale des Nations-Unies contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes ce 2 novembre 2021, le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes, membres de la Fédération internationale des journalistes (FIJ, 600 000 adhérents à travers le monde), demandent à la France de soutenir la [Convention FIJ contre l'impunité des assassins de journalistes](#) et de leurs commanditaires afin qu'elle soit soumise à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes appellent les journalistes, les médias et tous les citoyens à soutenir la campagne mondiale de la FIJ contre l'impunité (#EndImpunity) intitulée : "We want justice. We want the truth".

Paris, le 2 novembre 2021.